

PRÉFET DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
JH/AD

ARRETE

du **24 JUIN 2015**
portant exécution de travaux sur le site de la plate-forme TIR à Saint Louis

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement et notamment son article L.514-1,
- VU** la lettre du Préfet du Haut-Rhin datée du 7 mars 1997 exposant aux responsables de la ville de Bâle, les responsabilités leur incombant,
- VU** la lettre du Préfet du Haut-Rhin datée du 19 mars 2004 confirmant aux responsables de la ville de Bâle, leurs obligations vis à vis de la pollution provenant du site de la TIR,
- VU** le rapport de la ville de Bâle daté du 15 juin 2012 concernant la surveillance resserrée des années 2009-2011 et proposant la poursuite de la surveillance selon des modalités plus adaptées au suivi sur le long terme,
- VU** le rapport ANTEA- A65742/A de mai 2012,
- VU** le rapport URS de juin 2013 intitulé « Mise à jour de l'étude des risques sanitaires-Gravière Nord »,
- VU** le courrier de la ville de Bâle daté du 19 juillet 2013 adressant à la DREAL Alsace, les rapports portant sur les investigations complémentaires de la Gravière Nord et le bilan coût-avantage,
- VU** le rapport du 8 avril 2015 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa séance du 28 avril 2015,

CONSIDERANT la lettre du 25 août 1998 de Mme Barbara SCHNEIDER représentant le gouvernement du canton de Basel-Stadt, qui reconnaît l'exploitation par la ville de Bâle entre 1944 et 1981, d'une ancienne gravière (sous l'emplacement actuel de la plate-forme douanière de Saint Louis, en territoire français) comme décharge de mâchefer,

CONSIDERANT qu'une décharge de mâchefers est répertoriée comme étant une installation classée au titre du Livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement,

CONSIDERANT que l'amélioration localement de la couverture des mâchefers constitue une solution satisfaisante pour la protection à court terme de la santé et pour la gestion de l'exploitation potentielle de la ressource en eau,

CONSIDERANT que la proposition formulée le 15 juin 2012 par la ville de Bâle, concernant les nouvelles modalités de surveillance de la nappe souterraine, a été validée par un courrier de la DREAL en date du 26 mars 2013,

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

La ville de Bâle, ci-après dénommé « l'exploitant », qui a assuré la gestion d'une ancienne gravière entre 1944 et 1981 comme décharge de mâchefer, sur l'emplacement actuel de la plateforme douanière de Saint Louis, en territoire français, (voir annexe 1), est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2 - SURVEILLANCE

Il sera procédé à la réalisation d'une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines sur une période de 4 ans (bilan quadriennal), avec un point d'arrêt au bout de 2 ans afin d'évaluer les données acquises ; cette surveillance sera réalisée à partir du réseau de surveillance, pour les paramètres et selon la fréquence, décrits dans le rapport ANTEA-A65742/A de mai 2012. A l'issue de la période de 4 ans, et sur la base du bilan de cette surveillance, la surveillance pourra être reconduite, pour une même durée, par courrier du préfet du Haut-Rhin qui pourra redéfinir ses conditions. Elle commencera dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ouvrages inclus dans la surveillance :

Ouvrage	Localisation	Indice national	X (Lambert II)	Y (Lambert II)	Prof. crépine (m/repère)	Z (repère) m NGF
Ouvrage en amont						
Pz15	Rue Saint-Exupéry	04465X0223	992 507	299 263	14 à 25	265,30
Ouvrages en aval immédiat						
Pz2	13, rue de LAUSANNE – Nord de la Plateforme TIR	0446-5X-095	992 892	299 653	8 à 24	259.23
Pz3	13, rue de LAUSANNE – Nord de la Plateforme TIR	0446-5X-096	992 957	299 618	8 à 26	259.22

Pz01-FISCH	Site FISCHBACH – Nord-est de la Plateforme TIR	0446-5X-134	993 083	299 599	Non renseigné	259.01
Ouvrages entre 150 et 200 m en aval						
Pz09	Rue de DELEMONT	0446-5X-214	992 913	299 756	10 à 22	257.84
Pz10	Rue des transitaires, VULCO	0446-5X-215	993 050	299 744	10 à 24	257.68
Pz11	Rue des transitaires, MORY	0446-5X-216	993 109	299 666	5 à 20	258.36
Pz12	Rue du Sundgau	0446-5X-217	993 145	299 749	10 à 21	255.73
Ouvrages en aval plus éloigné, à environ 400 m en aval						
0446- 5X- 06 0 CICE	CICE (Compagnie Indutrielle des Chauffe- Eau), Rue de Lucelle (puits d'alimentation en eau)	446- 5X- 06 0	993 120	299 970	18 (profondeur)	256
0446- 5X- 06 4 AMM- SAND	86, avenue du Général de Gaulle (puits d'alimentation en eau)	0446-5X-064	993 410	299 800	46 (profondeur)	258

Liste des substances analysées :

- Ions : chlorures, bromures, sulfates
- Métaux : antimoine (l'échantillon pour l'analyse des métaux a été filtré à 45 µm lors du prélèvement afin de séparer les matières en suspension avant acidification pour conditionnement)
- Composés organo-halogénés volatils
- Composés aromatiques volatils
- Chlorobenzènes
- Amines aromatiques

- Composés phénolés (4-chlorophénol, triméthylphénols, pentachlorophénol)
- Toluène-sulfonamides
- Butalbital (barbiturique).

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Saint Louis et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du Préfet du Haut-Rhin et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'exploitant est soumis sera affiché à la mairie de Saint Louis pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible à l'entrée du chantier par les soins de l'exploitant.

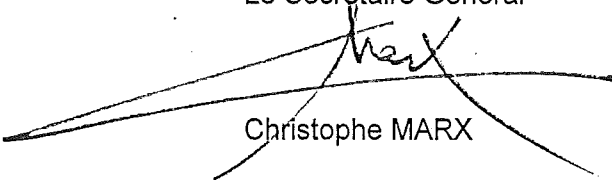
ARTICLE 4 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 - EXECUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse, le Maire de Saint-Louis, et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le - 4 JUIN 2015
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.